

Le Hezbollah: un Parti-État totalitaire

La «guerre des 33 jours» contre le peuple libanais n'est que la dernière d'une longue série d'agressions depuis plus de trente ans qui se sont à chaque fois traduites par des bombardements meurtriers contre des civils, des destructions de routes, de ponts, de centrales électriques, etc. Comme nous le verrons, cette guerre a permis à certains groupes de la «gauche radicale» voire à des «communistes libertaires» de faire l'apologie du «nationalisme arabe», et de s'émerveiller devant l'efficacité de ses «guérilleros» qui auraient, selon eux, vaincu Israël, ce «géant», la «plus puissante armée du Moyen-Orient», «l'une des plus puissantes armées du monde», etc.

La réalité politique sur le terrain est cependant bien différente des fantasmes «radicaux» ou tiersmondains.

«Islamo-nationalisme» ou «islamo-terrorisme»:

un débat qui occulte l'essentiel

Le Hezbollah est depuis sa fondation un mouvement totalitaire (1) religieux dont l'objectif ultime est d'établir une république islamique, non seulement au Liban mais dans tout le Moyen-Orient à l'image de son modèle: l'Iran, son principal bailleur de fonds. Rappelons que les mollahs libanais qui fondèrent le Hezbollah professent une allégeance totale envers le chef spirituel de l'Iran (Khamenei aujourd'hui) et qu'ils étudièrent à Najaf, en Irak, dans la même institution que Khomeiny avant eux.

Mais le Hezbollah est en même temps une organisation politique profondément pragmatique; elle sait que, vu la structure confessionnelle du Liban (2) et la place stratégique de ce pays, il lui sera impossible d'imposer à court terme son projet politico-religieux.

Comme les islamistes l'expliquent dans leur langue de bois: «les conditions objectives n'existent pas encore pour la création d'un Etat islamique» ou, mieux encore, comme l'écrivent W. Charara et F. Domont: «l'Etat islamique constitue non pas une fin en soi, mais un moyen de faire régner la justice» ! Libre aux naïfs de gober ce conte...

Prudent, le Hezbollah s'est bien gardé pendant la guerre civile des années 1975-1990 de participer aux «punitions exemplaires» «infligées aux milices chrétiennes», aux «kidnappings, assassinats de civils libanais ou attentats à la voiture piégée contre des compatriotes comme le firent à maintes reprises les autres milices» (J. Palmer Harik). De même, après la dissolution de l'Armée du Liban Sud en 2000, si le Hezbollah menaçait les mercenaires chrétiens d'Israël de terribles représailles, le Parti de Dieu laissa en fait aux soldats libanais «collabos» la possibilité de désertir, ou de se rendre à l'Etat libanais.

Néanmoins, au-delà de telle ou telle décision tactique du Parti de Dieu, il nous faut toujours garder à l'esprit la vision stratégique du Hezbollah, exprimée en 1985 dans un message public aux chrétiens: «Nous voulons votre bien et vous demandons de vous convertir à l'islam (...). Si vous refusez l'attention, le ton change, Y.C.], la seule chose que nous vous demandons est de respecter vos engagements avec les musulmans et de ne pas participer à des agressions dirigées contre eux».

La marge de manœuvre est donc très étroite pour les adversaires politiques du Hezbollah, puisque c'est cette organisation elle-même qui dicte les termes des «engagements» et de ce qu'il considère comme une «agression».

Ceux qui mettent en avant «l'islamo-nationalisme» du Hezbollah et l'opposent à l'«islamo-terrorisme» d'al Qaïda ne comprennent pas, ou nous dissimulent, les ressorts de l'idéologie religieuse. Dans leur ouvrage, Walid Charara et Frédéric Domont, journaliste à RFI, vont jusqu'à

affirmer que le Parti de Dieu ne serait plus qu'un parti d'«inspiration religieuse» – comme si cela pouvait nous rassurer: c'est au nom de cette même «inspiration» divine que sont commis les attentats suicides du Djihad islamique ou des Brigades des martyrs d'al Aqsa contre des civils israéliens ! C'est au nom de l'inspiration divine que l'intégriste juif Baruch Goldstein massacra 24 musulmans en Israël ! C'est au nom d'une conception religieuse que des hindouistes tuent des musulmans en Inde !

L'extrême gauche tiersmondiste tente de nous faire croire que le Hezbollah serait une simple copie du FNL sud-vietnamien ou du FRELIMO mozambicain – sans d'ailleurs s'interroger sur la nature des régimes anti-ouvriers et dictatoriaux que ces prétendus mouvements de libération ont mis en place. Mais, dépourvus du moindre sens critique, ils ne font que répéter les propos de Hassan Nasrallah lui-même qui compare son combat à celui des Vietnamiens.

L'importance de la longue durée

pour les mouvements politico-religieux

Du *Monde diplomatique* à RFI, en passant par de nombreux groupes de la «gauche radicale», les «idiots utiles» de l'islam politique ferment les yeux devant une dimension fondamentale du combat religieux: la longue durée. Quand ces militants sont d'extrême gauche, cela ne nous étonne guère: en effet, les pulsions révolutionnaires ont besoin de satisfactions immédiates («Je voudrais bien voir le Grand Soir de mon vivant», «Ca va bientôt péter, je le sens»), alors que les croyants sont beaucoup plus patients et ne vivent pas dans l'attente rapide d'un Paradis sur terre – excepté les adhérents des sectes millénaristes.

Comprendre l'islam et sa version politique, l'islamisme, suppose donc pour un athée marxiste ou libertaire occidental de se «décentrer», de faire l'effort de raisonner d'une autre façon et d'entrer dans un autre univers intellectuel. Et le résultat de cet effort n'incite pas le militant d'extrême gauche à être spécialement optimiste sur la proximité de la révolution mondiale. Mieux vaut donc pour lui plaquer de vieux schémas rassurants sur des réalités complexes.

Pourtant, le sionisme – que ces «radicaux» critiquent régulièrement – aurait dû les aider à comprendre qu'une idéologie religieuse (dans ce cas le judaïsme) peut connaître bien des mutations et incarnations politiques en 3 000 ans mais que son projet messianique (le retour à la Terre promise) ne meurt jamais. En effet, si les premiers sionistes étaient majoritairement athées, cela ne les a jamais empêchés de se servir de l'imaginaire religieux du judaïsme pour légitimer leur combat, et ils continuent d'ailleurs à le faire (cf. à ce propos *Les mots et la terre et le sang, Les intellectuels en Israël*, de Shlomo Sand, Fayard, 2006). Mais l'extrême gauche considérant le sionisme comme une «aberration», cela lui évite d'y réfléchir.

Deuxième exemple qui devrait susciter un minimum de perplexité chez les militants «radicaux» à propos des rapports entre religion et politique: le fondamentalisme protestant dont les conséquences géopolitiques sont régulièrement dénoncées dans la presse «gauchiste» depuis que Bush est au pouvoir. La Droite chrétienne travaille sur le long terme, dans le cadre d'une perspective qui s'étend à des dizaines d'années, voire des siècles, lorsqu'elle avance des projets politico-religieux. Elle ne réfléchit pas uniquement dans le cadre temporel d'une ou deux législatures.

Il en est de même de l'Eglise, à l'expérience plus que millénaire: la papauté et son appareil politico-religieux ont toujours su s'adapter à leurs revers de fortune et à la limitation progressive de leurs pouvoirs temporels dans les aires où ils étaient autrefois hégémoniques. De nombreux «marxistes» ont oublié qu'il était de tradition dans le mouvement ouvrier de traiter l'Eglise – et plus généralement les mouvements religieux – comme de vulgaires partis politiques.

Reconnaissons que leur cécité actuelle est – en partie – provoquée par certains marxistes (Engels, Kautsky) qui présentèrent (en partie à des fins de propagande, en partie parce qu'ils le croyaient) le christianisme primitif ou les hérésies chrétiennes comme des mouvements précommunistes. Ces écrits des «pères fondateurs» permettent aujourd'hui à beaucoup de trotskystes mais aussi à de nombreuses autres tendances marxisantes de percevoir des ferments de radicalité dans les mouvements religieux – tout en se refusant à tirer les leçons des échecs de la théologie de la Libération en Amérique latine et de son «équivalent» musulman en Iran après 1979.

Malgré ce passif théorique, quand on lit la prose de l'extrême gauche sur les implications politiques des différentes religions (en dehors de l'islam), on peut quand même se demander

pourquoi ce qui est possible pour le sionisme, le fondamentalisme protestant et le catholicisme ne s'appliquerait pas à l'islam – et à son incarnation hezbollahique.

Les quatre discours du Hezbollah

L'islam politique a une vocation universelle, c'est pourquoi il se marie aussi bien avec différentes variétés de panarabisme. Ce mélange de nationalisme arabe (même s'il s'adresse à des peuples non arabes), d'anti-impérialisme et de religion musulmane, a de beaux jours devant lui, d'autant plus qu'il a, du moins encore pendant environ une trentaine d'années, des ressources financières considérables et une matière première stratégique (le pétrole) à sa disposition.

Comme l'explique Judith Palmer Harik dans *Le Hezbollah, Le nouveau visage du terrorisme* (le contenu du livre est plus subtil que son titre racoleur), ce mouvement tient quatre discours parallèles:

«Hassan Nasrallah, le secrétaire général du parti, utilise en fait quatre contextes ou cadres différents pour présenter ses idées concernant la lutte du Hezbollah contre les Israéliens et passe de l'un à l'autre selon le public à qui il s'adresse.»

1) *«Lorsqu'il participe à un meeting dans le dahiye » [la banlieue sud de Beyrouth, Y.C.], où les auditeurs sont pour la plupart ses partisans, Nasrallah évoque le djihad dans un contexte purement religieux. Le djihad est représenté comme un devoir religieux sacré qui transcende tous les autres buts de l'existence. Dans ce contexte, les Israéliens sont des infidèles et des hérétiques qu'il faut chasser des terres musulmanes (3). Toujours dans cette perspective, le conflit actuel devient la première partie d'une campagne dont le but ultime est de libérer Jérusalem et les autres lieux saints musulmans.»*

Les médias occidentaux insistent avant tout sur cet aspect, ce qui leur permet de renforcer le côté «guerre des civilisations» de leur propagande. Et cette dénonciation pousse inversement l'extrême gauche – et certains libertaires aux réflexes politiques pavloviens – à prendre le contre-pied de cette guerre «culturelle» et à affirmer que l'aspect religieux serait totalement secondaire (il est d'ailleurs d'autant plus «secondaire» qu'en général ces militants occidentaux ne se sont jamais intéressés à l'islam ni même aux religions en général).

Comme l'écrit Abdelilah Balkaziz: un «combattant [du Hezbollah] n'a pas seulement suivi une formation militaire dans un camp d'entraînement, mais il a aussi fait ses classes dans les écoles d'enseignement religieux (...). Il est nourri d'une histoire culturelle, théologique et politique spécifique au chiisme. Lorsqu'il combat, il s'identifie à des modèles et des figures de cette histoire (...). Il n'est pas étonnant que bon nombre de combattants du Hezbollah, élevés dans la vénération du modèle husseinite, aient recherché le martyr dans la lutte contre l'occupant. Cette inconnue, dans l'équation politique et militaire, était en réalité un élément spirituel inattendu (...) mais son impact se révélera décisif (...).»

2) *«Par contre, lorsqu'il prend la parole devant un public libanais plus large, qui inclut des membres de diverses communautés, Nasrallah représente le djihad sous des couleurs plus nationalistes. Le djihad devient un devoir patriotique pour libérer la patrie et chasser les Israéliens du Liban. Le Hezbollah incarne alors le peuple libanais qui désire, dans son ensemble, résister à l'ennemi.»*

Dans ce cas, nos «radicaux» jubilent, puisqu'ils ont au moins une cause simple à comprendre: la défense des «nations opprimées» et du «peuple libanais» – toutes classes confondues. Peu importe la nature du régime qui naîtra après cette «lutte de libération nationale». Portons les valises des futurs exploités (dans le cas du Hezbollah on peut même dire des exploités actuels, vu le nombre d'entreprises qu'ils contrôlent déjà et la position économique et sociale de leurs dirigeants [4]) et tout ira bien.

3) *«Le chef du Hezbollah modifie son approche lorsque le groupe ciblé est plus sensible aux arguments nationalistes arabes qu'à tout autre discours. Il émaille son invocation du combat contre Israël de références aux incursions dévastatrices de l'Occident et présente cette lutte comme un effort pour tenir tête aux États-Unis et vaincre ses visées impérialistes. Dans ce contexte, il identifie Israël comme un laquais des Américains ou un agent impérialiste auquel doit s'opposer le Hezbollah, le fer de lance de la nation arabe.»*

Les partisans du «nationalisme arabe» se réjouissent: ils sont en terre connue et bien labourée. Cette idéologie mythique mais mobilisatrice, dont se sont servis toutes sortes de potentats ou de dictateurs (Nasser, Hafez-el-Assad, Saddam Hussein, etc.) mais aussi une pléiade de guérilleros nationalistes, maoïstes ou marxisants du Proche et du Moyen-Orient, sans compter le FIS algérien,

conserve toujours un grand attrait à leurs yeux. De plus, l'anti-impérialisme sélectif (prioritairement anti-américain et anti-israélien, et qui consacre beaucoup moins d'énergie à dénoncer les méfaits des impérialismes européens, y compris ceux de la Russie) est particulièrement populaire dans les milieux «gauchisants» et altermondialistes.

4) *«Le djihad est à nouveau présenté dans un tout autre contexte lorsque Nasrallah s'adresse à une audience internationale lors de ses émissions diffusées par Al-Manar (...). Le djihad mené par son mouvement est alors assimilé à un droit des peuples, reconnu sur le plan international, de lutter contre l'occupation illégale de leur pays. Dans cette perspective, les Israéliens sont accusés de violer les accords internationaux, et plus particulièrement les nombreuses résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies qui réclament le retrait des forces israéliennes du Liban depuis 1978.»*

Là aussi, ce discours destiné aux chefs d'Etat ne choque guère l'extrême gauche qui, depuis la création de l'URSS, est habituée à confondre intérêt des Etats et intérêts du prolétariat mondial. Les trotskystes ont toujours soutenu «la défense de l'URSS», y compris l'invasion des pays d'Europe de l'Est, qui, grâce aux soldats soviétiques, seraient ainsi miraculeusement devenus des «Etats ouvriers déformés» après leur occupation par l'Armée rouge et la nationalisation des principaux moyens de production. Rappelons aussi que la plupart d'entre eux abandonnèrent la politique de l'internationalisme prolétarien et du défaitisme révolutionnaire dans les deux camps durant la Seconde guerre mondiale, même s'il y eut de courageuses exceptions en France. Soulignons enfin qu'ils défendent encore aujourd'hui la dictature cubaine ou le régime chaviste, quand ce n'est pas, pour certains, le droit de l'Iran ou de la Corée du Nord à fabriquer sa bombe atomique, en bons propagandistes de ces régimes anti-ouvriers.

Une branche de l'appareil d'Etat libanais

Mais les discours de Nasrallah n'auraient guère de portée si les militants du Parti de Dieu ne mobilisaient pas tous leurs talents militaires (renforcés par l'aide financière et logistique de l'Iran), leurs connaissances scientifiques et leur savoir-faire technique au service d'objectifs bien concrets pour la population libanaise: construction et reconstruction de routes, de ponts, d'hôpitaux, de dispensaires, d'écoles; forage de puits artésiens; approvisionnement en eau potable; installation du tout-à-l'égout et de stations de pompage afin d'irriguer les cultures; création de coopératives agricole; création de centres vétérinaires et de centres agricoles régionaux fournissant des pesticides, des semences, des engrais et du matériel agricole à prix raisonnable; conseils dispensés par des ingénieurs agronomes; organisation de stages de formation agricole; aménagement de canaux d'irrigation et de voies vicinales; aide aux personnes âgées isolées et aux handicapés; prise en charge des familles des «martyrs»; réinsertion des combattants blessés, etc.

Dans les zones qu'il contrôle (le Sud du Liban, la vallée de la Bekaa et la banlieue sud de Beyrouth, soit environ la moitié de la population libanaise), le Hezbollah est bien loin d'être un mouvement de libération nationale composé de pauvres paysans illettrés. C'est un parti de médecins, de techniciens, d'ingénieurs, de notables (traditionnels-claniques ou modernes) et bien sûr de dignitaires religieux. Il joue le rôle d'un véritable ministère de la planification et de la reconstruction dans des domaines comme l'agriculture, l'enseignement, la santé et les travaux publics. (Rappelons par exemple que la Sécurité sociale n'existe pratiquement pas au Liban et que les islamistes offrent des tarifs médicaux bien inférieurs à ceux du secteur privé, à condition, bien sûr, que les femmes, quelle que soit leur confession, portent le hijab dans ses dispensaires ou hôpitaux.) Et le Parti de Dieu ne se contente pas de planifier le développement ou la reconstruction de «ses» zones, il offre en plus ses services et ses conseils techniques dans les zones à majorité chrétienne, sunnite ou druze. *«Se consacrer au bien public et multiplier les actions sociales dans sa propre communauté»* est d'ailleurs parfaitement conforme aux principes du Coran, comme le rappelle J. Palmer Harik. *«L'attrait de l'islam»* réside dans le fait qu'il combine *«des liens communautaires solides»*, *«un réseau d'institutions religieuses et charitables»* et *«un système alternatif de gouvernement»* (idem).

Loin de monopoliser la représentation politique de ses municipalités, le Hezbollah se débrouille souvent pour mettre sur ses listes des chrétiens, des sunnites et des membres du Parti communiste, ce qui permet ainsi d'acheter la coopération de la gauche «laïque» libanaise et le silence complaisant d'une partie de l'extrême gauche internationale.

Dans son livre, J. Palmer Harik décrit dans le détail les actions du Hezbollah dans tous les domaines de la vie quotidienne. Elle montre comment le Parti de Dieu a su se gagner le soutien d'une grande partie de la population libanaise en se présentant à la fois comme le meilleur défenseur de la patrie, de l'unité nationale contre Israël (contre la Syrie, c'est beaucoup moins évident), et comme un parti proche des préoccupations et des difficultés du peuple.

Mais l'intelligence tactique, la «flexibilité idéologique» des partisans de l'islam politique libanais ne doivent pas nous faire oublier quel est leur objectif final (aussi lointain soit-il): «*Les fondamentalistes qui tentent de s'intégrer dans les sociétés séculières et de collaborer avec des gouvernements "apostats" doivent convaincre (...) leurs partisans orthodoxes qu'en dépit de leur stratégie (qui inclut le remodelage de l'idéologie du parti [...]), ils ne renoncent pas au commandement de Dieu qui enjoint l'instauration de son règne sur terre*» (J. Palmer Harik).

Et, plutôt que des s'esbaudir devant les multiples initiatives «sociales» du Hezbollah, il faudrait mieux s'interroger sur ce que le Parti de Dieu exige, en échange de son soutien matériel, des personnes qu'il «aide»: pour les femmes, il impose le port de l'uniforme islamique, bannit le maquillage, le parfum, etc., facilitant et renforçant ainsi leur oppression par leurs pères, frères et maris; chez les hommes, il se constitue un vivier de militants: non seulement ces individus «aidés» sont obligés (par des pressions morales mais aussi matérielles en cas de résistance) de se rendre aux rassemblements monstres du Hezbollah, mais le Parti de Dieu leur demande un soutien financier quand leur situation se rétablit, il surveille leur présence régulière à la mosquée, il vérifie que leur endoctrinement politique progresse, et il sélectionne certains d'entre eux pour faire partie des milices armées ou des commandos suicides contre les soldats israéliens.

Au niveau de la vie sociale, le Hezbollah interdit la vente d'alcool dans les magasins et les bars, la musique et la danse dans les mariages, il pousse les étudiants mâles à ne pas fréquenter les cours de la faculté et à étudier à la maison si les étudiantes ne portent pas une tenue «islamiquement correcte», etc.

Même si le Parti de Dieu ne prend pas le pouvoir par en haut, il le prend par en bas, progressivement, sans précipitation... et avec l'appui de l'extrême gauche internationale.

On peut certes envisager l'hypothèse qu'un jour le Hezbollah (ou le Hamas en Palestine) change de nature, éclate en plusieurs partis opposés, etc. Après tout le MSI néofasciste s'est bien transformé en ce parti de la droite «brutale» qu'est Alianza nazionale en Italie (parti que les «gauchistes» des deux côtés des Alpes continuent à traiter de fasciste comme si rien ne s'était passé), mais qui n'a plus rien à voir avec le noyau dur des vieux nostalgiques de Mussolini. Un parti d'extrême droite peut se transformer en parti de droite. C'est ce que nous serinent tout le temps les journalistes de Radio France Internationale et les spécialistes qu'ils invitent à leur antenne, à propos du Hezbollah.

Néanmoins, le B-A-BA de toute politique révolutionnaire n'est pas de choisir le moindre mal (5) entre le Hezbollah et le «mouvement du 14 mars», par exemple. C'est de partir des intérêts des prolétaires, des paysans, des sans ressources, bref des plus exploités, tout en tenant compte de ses forces et de son influence réelle sur le terrain. C'est pourquoi les ouvriers et les paysans libanais ne doivent faire aucune confiance au Hezbollah et ne lui accorder aucun soutien, fût-il «critique» ou «conditionnel», pas plus, bien sûr, qu'aux autres forces bourgeoises «démocratiques» en présence dont ils n'ont rien à attendre (c'est cette dernière position, à notre avis erronée, qu'ont défendu pendant quelques mois les libertaires libanais d'al Badil).

Un parti contre-révolutionnaire

J. Palmer Harik décrit comment le Parti de Dieu, à partir de sa politique d'ouverture (*infitah*), organise des «débat sociopolitiques» dans les années 90, mais elle ne mentionne malheureusement pas que le Hezbollah commença d'abord par éliminer un certain nombre de ses rivaux staliniens libanais. Comme l'écrit Gilbert Achcar: «*le Hezbollah est fortement soupçonné d'avoir été responsable de l'assassinat de plusieurs militants communistes, y compris certaines des personnalités communistes chiites les plus en vue, dans les années qui suivirent sa proclamation officielle en 1985*». Le même Achcar, souvent conciliant, écrit dans le même article que «*l'intégrisme islamique constitutif du Hezbollah (...) est source d'attitudes réactionnaires quant aux rapports de genre [on remarquera le flou artistique, quasi ramadanésque de ces critiques voilées] et aux questions de moralité privée et publique [lesquelles? nom de Dieu !], même si l'attitude du parti au sujet des femmes est moins rétrograde que celle des principaux bastions de l'intégrisme islamique sunnite, de même que l'Iran est bien moins rétrograde que le royaume saoudien*».

Avec ce genre de raisonnement alambiqué, on peut aussi se dire que Franco était moins pire que Hitler, ou Péron moins sanguinaire que Videla. Triste consolation pour leurs victimes respectives !

Un journal libanais proche du Parti du Dieu, cité d'ailleurs par Achcar, reconnaît que *«le Hezbollah a contribué au maintien de la “paix” sociale au Liban»* et que *«les politiques néolibérales injustes qui ont été adoptées au cours de la période de la reconstruction [les années 1990] auraient dû provoquer de violentes insurrections sociales»* et qu'il a joué le rôle d' *«un filet social de sécurité pour de vastes secteurs de la population libanaise»*. D'ailleurs, lorsque Hajji Hussein Shami, directeur des services sociaux du Hezbollah, est interviewé à deux reprises par J. Palmer Harik, il insiste à chaque fois sur le fait que *«sans l'initiative prise par le Hezbollah pour fournir ces services essentiels dans les banlieues surpeuplées, le gouvernement aurait dû faire face à de graves troubles sociaux et à des perturbations»*. Peut-on être plus clair sur le rôle du Parti de Dieu ?

Le trotskyste Achcar préfère se contenter de dire que *«la composition plébéienne de la base sociale du parti»* risque de constituer *«une source de pression pour une politique d'opposition aux réformes économiques et sociales les plus impopulaires»*.

Heureusement qu'il existe encore des journalistes bourgeois pour expliquer clairement que le Hezbollah joue un rôle contre-révolutionnaire sans s'empêtrer dans des raisonnements pseudo-«dialectiques» !

Y.C. (Ni patrie ni frontières)

Notes

1. Le mot «totalitaire» n'est pas bien vu dans la gauche radicale qui craint toute comparaison entre stalinisme et fascisme, d'autant plus que le Parti communiste français n'a jamais tiré le bilan de son passé et que la LCR lui fait les yeux doux.

Malgré ses inconvénients, l'avantage du terme de «totalitarisme», plus flou que ceux de «fascisme» ou d'«islamofascisme», est qu'il met l'accent sur le souhait des idéologies politico-religieuses de contrôler tous les aspects de la vie des individus au nom du respect de Dieu, de brouiller totalement les frontières entre le privé et le public, de donner le pouvoir aux religieux de contrôler l'Etat, etc.

2. Il existe dix-sept groupes religieux recensés au Liban. Du haut en bas de l'appareil d'Etat, tout est organisé selon des critères confessionnels et la volonté d' «équilibrer» les pouvoirs entre les communautés. Même les juges et les procureurs sont nommés en fonction de leur appartenance religieuse et de leurs sympathies politiques. Dans une telle situation, il est peu probable que les chrétiens maronites et les «musulmans laïques» acceptent facilement de vivre demain sous la dictature des mollahs.

C'est d'ailleurs pourquoi Mohamed Fneich, député du Hezbollah, explique benoîtement: *«la société libanaise dont le Hezbollah est issu n'est pas une société islamique (...). Nul ne peut imposer un projet d'Etat à d'autres en s'imaginant pouvoir réussir. Si un Etat islamique est édifié par la force, il perdra toute légitimité.»* Ben voyons !

En dehors des beaux discours, il existe des réalités plus décisives qui influent sur le jeu des acteurs: la division du Liban en deux ou trois Etats confessionnels ne pourrait que raviver les appétits de l'ancienne Syrie qui souhaite récupérer ce qui fut, pendant des siècles, une de ses provinces. C'est d'ailleurs une des faiblesses des analyses qui considèrent qu'Israël et les Etats-Unis souhaiteraient la «partition du Liban». Une telle partition, si elle se réalisait, serait encore plus dangereuse pour Israël que l'Etat confessionnel unitaire actuel, aussi bancal soit-il. Cela ne signifie pas que certains généraux israéliens, ou néoconservateurs américains, ne préconisent pas cette solution, mais cela relativise la faisabilité des projets de ces Docteur Folamour.

3. C'est aussi la position du Hamas palestinien, comme le déclara son fondateur Sheikh Ahmed Yassin: la reconquête de toute la Palestine est *«une obligation religieuse imposée par Dieu à tous les musulmans jusqu'à la fin des temps»*. Mais Achcar, RFI et le *Monde diplomatique* nous objecteront certainement que le Hamas est en train «d'évoluer sur cette question» !

4. Comme l'écrit Gilbert Achcar, après avoir rappelé la participation de deux ministres du Hezbollah à des privatisations dans le secteur public, *«rien dans les orientations programmatiques du*

Hezbollah (...) ne s'oppose au capitalisme et même à sa variante néolibérale. Le parti ne s'est pas érigé en force d'opposition aux orientations néolibérales de Rafic Hariri».

Mais cela n'empêche pas Ali Fayad, Monsieur Relations publiques du Hezbollah auprès des journalistes occidentaux, de déclarer démagogiquement: «*Nous joignons nos forces à ceux qui combattent le capitalisme sauvage incarné par le néolibéralisme, pour la protection de l'économie libanaise des lois du marché et des défis de la mondialisation. Nous réclamons un plus grand rôle de l'Etat dans la protection des classes défavorisées, le développement des services et de la protection sociale*». Et pendant que le Hezbollah tient ces beaux discours à W. Charara et F. Domont, plus du tiers de la population libanaise vit en dessous du seuil de pauvreté et 250 000 personnes en situation d'extrême pauvreté (306 dollars par mois pour une famille de 5 personnes). Le baratin ne coûte rien aux démagogues...

5. Un exemple édifiant de cette théorie du moindre mal: le 15 février 2007 un reportage de 20 minutes sur RFI, à propos de l'état d'urgence au Bangladesh, dénonçait la corruption des deux principaux partis, le BNP (Bangladesh Nationalist Party) et la Ligue Awami, qui alternaient au pouvoir depuis 1990. L'envoyé spécial de RFI donnait la parole à plusieurs Bengalis, gens du peuple ou membres des «élites», qui se disaient soulagés car enfin la situation était plus sûre dans les rues, il n'y avait plus de grèves, le commerce et les affaires reprenaient, etc. L'un d'eux faisait même l'apologie de l'armée et d'un régime musclé, tandis qu'un journaliste local nous assurait que nous avions maintenant affaire à une nouvelle génération de militaires, plus moderne et moins autoritaire. Que peut en déduire l'auditeur sinon qu'il vaut mieux que l'armée prolonge l'état d'urgence et repousse les élections? (Le président de la République a en effet la possibilité légale de renouveler indéfiniment l'état d'urgence tous les 120 jours.) Ce type de raisonnement est fréquent à propos de toutes sortes de pays du «tiers monde» où le mouvement ouvrier est faible et où les libertés démocratiques sont fragiles. Pas étonnant dans ces conditions que tiersmondisme rime avec défaitisme.

6.

(I.C., *Ni patrie ni frontières* n° 8-9, mai 2004)